

Séance publique du mercredi 17 décembre 2014

Convoqué le jeudi 11 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 17 décembre 2014 à 17h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ.

Absents :

Convention de Services Comptables et Financiers entre la Ville de Montpellier et la Direction Générale des Finances Publiques

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier rapporte :

La Ville de Montpellier et la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) souhaitent renouveler leur partenariat par la présente convention pour poser les bases d'un socle de gestion commun.

La présente convention s'articule autour de quatre axes principaux :

- l'optimisation des procédures de dépense et de recouvrement
- l'amélioration des échanges d'informations budgétaires et comptables
- l'amélioration de la qualité comptable
- l'amélioration de l'expertise financière et fiscale.

Ces axes se déclinent en 13 fiches actions annexées à la présente convention.

Pour chacune d'elles, l'objectif recherché, les modalités de mise en œuvre, le calendrier prévisionnel de réalisation, les indicateurs de résultat et le nom des responsables de l'action sont définis.

Axe 1 : Optimisation des procédures de dépense et de recouvrement

Cet axe recouvre cinq actions visant à optimiser le recouvrement des recettes locales et à approfondir le contrôle des dépenses.

Les partenaires ont la volonté d'offrir à horizon 2015 des moyens de paiement adaptés aux demandes des usagers et faciliter l'accès aux services publics (action 1).

Il s'agit aussi de professionnaliser les agents pour améliorer la mise en œuvre des procédures de dépenses et de recouvrement, notamment par une formation plus approfondie (action 2).

De plus, il convient de consolider la rationalisation des modalités actuelles du contrôle de la dépense et de la recette par l'optimisation du Contrôle Hiérarchisé des Dépenses (action 3).

Les partenaires souhaitent mettre en œuvre un contrôle partenarial qui permettrait d'organiser la complémentarité des chaînes de travail ordonnateur/comptable en priorité dans le processus du recouvrement des recettes (action 4).

Enfin, une politique concertée du recouvrement des produits locaux est à définir (action 5).

Récapitulatif des actions :

- | | | |
|----------|---|---|
| Action 1 | - | Développer les moyens modernes de paiement |
| Action 2 | - | Professionnalisation des agents municipaux |
| Action 3 | - | Consolider le contrôle hiérarchisé des dépenses |
| Action 4 | - | Poursuivre les audits dans le cadre partenarial |
| Action 5 | - | Optimiser la chaîne du recouvrement |

Axe 2 : Amélioration des échanges d'informations budgétaires et comptables

Cet axe se décline autour de deux actions valorisant la dématérialisation et la modernisation des échanges de fichiers.

Cette amélioration peut être mise en œuvre principalement par la dématérialisation.

Cet objectif concerne la dématérialisation des pièces annexes afin d'alléger notamment les coûts de gestion et d'accélérer la circulation des informations. A ce titre, la Ville de Montpellier a reçu l'agrément pour dématérialiser les échanges de pièces comptables justificatives (action 6).

Parallèlement à la mise en place de la dématérialisation des pièces comptables, les services de la Ville et de la DGFIP vont développer des moyens performants pour les échanges de fichiers à travers l'accès direct en consultation des Espaces Collaboratifs extranet (action 7).

Récapitulatif des actions :

- | | | |
|----------|---|---|
| Action 6 | - | Dématérialiser les échanges de données applicatives comptables et financières |
| Action 7 | - | Développer les échanges d'informations et de fichiers |

Axe 3 : Amélioration de la qualité comptable

Cet axe, articulé autour de trois actions, permet de perfectionner la qualité comptable du budget de la Ville afin de se conformer aux instructions réglementaires et de constituer une base fiable au service de l'ordonnateur.

L'amélioration de la qualité et de la sincérité comptable est une préoccupation partagée par les signataires de la convention. Il s'agit de respecter les grands principes du droit comptable selon lesquels les comptes annuels doivent être réguliers, sincères et donner une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat.

Dans cette optique, les partenaires souhaitent :

- la mise en œuvre de la certification des comptes pour permettre la fiabilisation des comptes (action 8)
- la poursuite de l'amélioration de l'indice de qualité comptable (action 9)
- l'amélioration du suivi du patrimoine de la collectivité (action 10)

Récapitulatif des actions :

- | | | |
|-----------|---|--|
| Action 8 | - | Tendre vers une certification des comptes |
| Action 9 | - | Poursuivre l'amélioration de l'indice de qualité comptable |
| Action 10 | - | Améliorer le suivi du patrimoine de la collectivité |

Axe 4 : Amélioration de l'expertise financière et fiscale

Il s'agit de réaliser des analyses rétrospectives financières (action 11) et fiscales (action 12) pour donner à la Ville une image plus large de ses marges de manœuvre.

En outre, afin d'assurer aux contribuables l'équité fiscale et garantir à la Ville un produit fiscal intégral, il convient de mettre en œuvre de manière coordonnée les 15 recommandations de l'audit partenarial n° 2013-34-26 : optimiser conjointement les procédures de détermination des valeurs locatives et de recensement des bases d'imposition, au travers d'objectifs communs retenus dans le cadre de la présente convention (action 13).

Récapitulatif des actions :

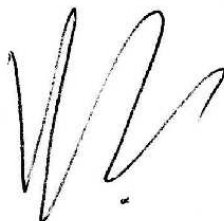
Action 11 -	Réaliser des analyses financières rétrospectives
Action 12 -	Réaliser des analyses fiscales rétrospectives
Action 13 -	Optimiser les procédures de détermination des valeurs locatives et de recensement des bases d'imposition

Il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- Accepter la mise en place de cette nouvelle convention entre la Ville de Montpellier et la DGFIP
- Autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint Délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 18 décembre 2014